

Des faits plutôt que des mythes N°39 / 6 Juillet 2016

## Les passeurs de migrants: de commodes boucs émissaires ?

*par Robin Stünzi, doctorant au Centre de droit des migrations à l'Université de Neuchâtel*

Dans un contexte européen marqué par de profonds désaccords autour de la gestion des politiques migratoires, la lutte contre les activités des passeurs apparaît comme l'un des rares domaines faisant l'objet d'un consensus. Ainsi, un discours politique et médiatique devenu hégémonique justifie la mise en place de politiques migratoires restrictives pour « protéger » les réfugiés contre des passeurs décrits comme des criminels qui les mènent à la mort pour de l'argent. Bien qu'il repose sur certaines réalités, ce discours mérite d'être remis en question car son caractère simplificateur et son instrumentalisation politique empêchent de comprendre le fonctionnement des activités des passeurs et permet aux Etats de se décharger de leurs responsabilités dans les tragédies qui frappent trop souvent les candidats à l'asile.

Pour comprendre les mécanismes à l'œuvre, il importe d'opérer une première distinction entre deux termes régulièrement et parfois délibérément confondus. Les activités des passeurs sont définies dans le [Protocole des Nations Unies](#) comme le « trafic illicite de migrants » (« smuggling » en anglais) qui désigne le fait de faciliter le transport ou l'entrée illégale dans un Etat d'une personne afin d'en tirer un profit (financier ou autre). Ce terme doit être distingué de celui de [traite d'êtres humains](#) (« trafficking » en anglais) qui désigne l'exploitation des personnes (notamment par l'extorsion ou la réduction à l'esclavage). Bien que [les chercheurs](#) observent une tendance toujours plus fréquente des passeurs à se livrer à des pratiques de traite, les deux ne vont pas nécessairement de pair.

Si le discours politique et médiatique insiste fréquemment sur les liens entre passeurs et la criminalité organisée, les [recherches académiques](#) sur le sujet sont plus nuancées. Ainsi, le trafic illicite de migrants est dans l'ensemble dominé par des réseaux assez lâches de petits groupes décentralisés qui profitent de la corruption des autorités locales dans plusieurs endroits stratégiques situés sur une même route migratoire. En simplifiant un peu, nous pouvons observer que ces groupes sont généralement composés de quatre types d'acteurs dont les profils, les motivations et les échelles d'action varient fortement.

Les coordinateurs prennent la responsabilité des opérations en profitant de leurs connexions avec un ensemble de facilitateurs dans les pays d'origine, de transit et d'arrivée. A un échelon inférieur, les recruteurs vont chercher les migrants à la recherche des services des passeurs jusqu'à ce que le nombre critique soit atteint avant de monter à l'intérieur d'un camion ou d'un bateau. L'aspect opérationnel du trafic est organisé par des transporteurs et des guides qui sont généralement des locaux opérant sur des distances assez courtes et il arrive que les transporteurs possèdent parallèlement des compagnies (bus, taxis, etc.) officielles et bien établies. Enfin, un ensemble d'autres acteurs peuvent participer de manière ponctuelle à cette « industrie » en fournissant des logements, des

véhicules, des bateaux, des faux documents, de la nourriture, ou en louant des terrains depuis lesquels les bateaux partent.

Face à cette réalité extrêmement différenciée, les mesures de lutte contre les activités des passeurs – caractérisées par leur [approche sécuritaire](#) – sont confrontées à deux problèmes. D'abord, elles contribuent parfois à augmenter la vulnérabilité des migrants (elles poussent notamment les passeurs à augmenter leurs prix et à emprunter des routes ou des moyens de transport plus dangereux) et manquent régulièrement leur cible car elles ne s'attaquent pas aux causes profondes du phénomène. En effet, [il existe un lien structurel unissant les politiques d'interdiction de la migration et les activités de passeurs](#) qui se vérifie dans tous les contextes historiques et géographiques où des frontières ont entravé la libre circulation de personnes qui, pour différentes raisons, ont eu besoin de migrer.